

L'incontournable réduction du temps de travail

Au rythme actuel, nous allons tout droit vers un million de chômeurs supplémentaires à la fin de l'année. Un million de chômeurs selon le chiffre officiel (la catégorie 1 de l'INSEE). Et donc vers un total de plus de 5 millions de chômeurs.

Car ce qu'occulte ce chiffre officiel, ce sont les chômeurs découragés qui ne sont même plus inscrits à l'ANPE mais aussi les travailleurs qui ne bénéficient plus que d'emplois « en pointillé » (CDD, intérim, contrats aidés, contrats saisonniers...) ou d'emplois à temps partiel. Ces deux dernières catégories représentent à elles seules (chiffres de Denis Clerc – CAES magazine n° 90) 80 % des travailleurs pauvres (dont le revenu est inférieur à 880 € pour une personne seule), soit 1,6 million de salariés. Et comme le remarque avec force Denis Clerc, ces emplois ne sont pas le fruit du hasard puisqu'ils correspondent aux politiques patronales mais aussi aux politiques gouvernementales qui subventionnent ces types d'emplois.

Les fausses « solutions ».

Pour la droite, **les chômeurs sont des fainéants**. C'est pourquoi il faut baisser au maximum les allocations chômage. *Pourtant, le chômage augmente dans tous les pays de l'Union européenne sans qu'il y ait la moindre relation entre cette augmentation et le montant des allocations versées dans chaque pays).*

Pour la droite encore, **plus le travail est flexible, précaire, moins il y a de chômeurs**. *On peut voir le contraire : plus les contrats de travail sont précaires, plus les salariés vont rapidement rejoindre les rangs des chômeurs.*

Toujours pour la droite, **l'offre de travail est mal adaptée à la demande de travail**. Le fossé ne peut être comblé que par la formation (professionnelle, scolaire et universitaire). *Pourtant, au cours des années 1970, avant l'arrivée du chômage de masse les salariés qui arrivaient sur le marché du travail étaient plutôt moins bien adaptés qu'aujourd'hui aux emplois qu'ils auraient à occuper. Mais à ce moment là, le patronat prenait en charge, dans l'entreprise, l'adaptation des salariés à leurs postes de travail. Aujourd'hui, profitant du chômage de masse, le patronat n'accepte plus de financer ces dépenses. Il a réussi à transférer l'essentiel des coûts de formation sur les salariés (ou futur salariés) ou sur la société (école, université). En réalité, la formation ne crée pas d'emploi.*

Mais, affirment les néolibéraux, **avec la croissance, tout va s'arranger et nous vaincrons le chômage**. *Pourtant, avant la crise, et malgré une démographie favorable (le départ à la retraite du « papy-boom »), le nombre officiel de chômeurs ne reculait que très lentement alors que le chiffre des travailleurs à temps partiel ou en pointillé connaissait une croissance robuste et continue. La croissance n'est pas suffisante, à elle seule, pour créer des emplois. Car dans le même temps la productivité augmente.*

La réduction du temps de travail est indispensable pour extirper le chômage de masse.

Pourquoi le Parti socialiste ne s'appuie-t-il pas, aujourd'hui, sur les 400 000 emplois supplémentaires que les lois sur les 35 heures, malgré toutes leurs limites et leurs concessions au Medef, avaient permis de créer ? Pourquoi ne s'appuie-t-il pas sur le fait qu'à ce moment-là, pour la première fois de puis plus de vingt ans, l'espoir d'en finir avec le chômage était vraiment devenu crédible ?

Oui, il faut imposer des vraies 35 heures, dans toutes les entreprises, avec embauches proportionnelles et fixation de maxima journalier et hebdomadaire. En allant ensuite vers les 32 heures pour partager le travail existant entre tous ceux qui veulent travailler. C'est-à-dire en refusant le partage actuel du temps de travail : surcharge d'un côté et sous-travail ou chômage de l'autre.

Ce choix de société nécessite une autre répartition des richesses et la volonté que les gains de productivité réalisés chaque année ne servent plus à gonfler les profits mais soient répartis autrement en augmentant les salaires (directs et indirects) et en réduisant le temps de travail.

(le texte de cet éditorial reprend de larges extraits d'un article de Jean-Jacques Chavigné, à lire dans son intégralité dans le numéro de mai de Démocratie et socialisme (abonnement d'un an 30 € minimum, D&S, 85 rue Rambuteau, 75001 Paris).

Bonnes nouvelles

L'activité du transport routier français de marchandises a reculé de 5,9 % en 2008 par rapport à l'année précédente, enregistrant ainsi sa plus forte baisse depuis 1993. (*Le Monde*, 6 juin).

En Ile-de-France, davantage de foyers modestes bénéficieront de la gratuité. Les foyers franciliens dont les ressources avec le RSA sont inférieures à 135 % du RMI actuel vont bénéficier de la gratuité des transports en Ile-de-France. Jusqu'ici, ces foyers modestes ne bénéficiaient pas de la gratuité, car ils avaient des revenus un peu supérieurs au montant du RMI. La mesure a fait l'objet d'une subvention de 74 millions d'euros de la **région Ile-de-France**. (*Le Monde*, 4 juin).

Julien Coupat remis en liberté le 28 mai. [*S'il est innocenté, comment l'Etat pourrait-il réparer le préjudice qu'il lui a fait subir ?*]

Justice et mémoire

Un officier serbe, Veselin Slijvančanin, a été **condamné** par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie **à 17 ans de prison pour le massacre de Vukovar**, où, en Novembre 1991, au moins 194 prisonniers avaient été massacrés. (*Le Monde*, 7 mai).

L'ex-président péruvien Fujimori, jugé par la Cour suprême du Pérou coupable de crimes contre l'humanité, a été **condamné à 25 ans de prison**. Les juges ont reconnu la responsabilité de l'ancien président dans deux tueries perpétrées par le « groupe Colina », composé de militaires, qui avaient fait 25 morts au début des années 1990, dont des femmes et des enfants. « Qu'un tribunal considère qu'un président démocratiquement élu a été responsable d'organiser un appareil de pouvoir responsable de crimes d'Etat, c'est réellement historique », se félicite le directeur de l'organisation on gouvernementale Due process of Law. (*Le Monde*, 9 avril).

Les Mémoires posthumes de Zhao Ziyang secouent la Chine. Zhao Ziyang, qui était secrétaire général du PC Chinois en 1989, raconte comment la contestation pacifique de la place Tiananmen fut, malgré lui, et à cause de Deng Xiaoping, noyée dans le sang. Expédié aux oubliettes de l'histoire officielle, l'ancien numéro un du parti fait résonner, dans le silence assourdissant qui entoure aujourd'hui la question des réformes politiques en Chine, ses réflexions sur la **démocratie** et l'impérieuse nécessité pour Pékin de mettre en place une « démocratie parlementaire » s'il souhaite « maintenir une économie de marché saine ». Sans quoi, la Chine se trouvera confrontée, comme les autres pays en développement, à « la commercialisation du pouvoir, à une corruption rampante, et à une polarisation de la société entre les riches et les pauvres ». (*Le Monde*, 17-18 mai).

Voir aussi ci-après l'article « Antilles françaises . Les racines profondes »

Pandémie

Au vu de l'extension du virus de la grippe A (H1N1), l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'état de pandémie mondiale. Le 10 juin, l'OMS recensait 27 737 personnes atteintes dans 74 pays, dont 141 sont mortes. Le Royaume-Uni a dépassé le cap des 600 cas et l'Espagne celui des 300. La France compte 80 cas confirmés.

Le département de la santé et de l'hygiène mentale de la ville de New York estime qu'environ un demi-million de New-Yorkais (sur 8 millions) a été atteint ces dernières semaines par une forme bénigne de la grippe A. Ce nombre peut sembler incohérent. C'est que la ville de New York, après avoir tenté de recenser tous les cas de grippe A, y a très vite renoncé, débordée par l'ampleur de la tâche. Les surprises ont été nombreuses : la relative immunité des personnes de plus de 65 ans, la difficulté de répondre à la vitesse de propagation du virus, l'hypersensibilisation de la population sur la question des écoles, la pression des élus municipaux et des médias, la nécessité d'es 'appuyer sur les conseils de quartiers comme relais auprès des habitants... (*Le Monde* 12 juin et suivants).

La fin du pétrole

Le prix du baril a dépassé les 70 \$ (72 \$ le 11 juin).

« L'Américain moyen consacre plus de 1 600 heures par an à sa voiture. Il y est assis, qu'elle soit en marche ou à l'arrêt ; il la gare ou il cherche à le faire ; il travaille pour payer le premier versement comptant ou les traites mensuelles, l'essence, les péages, l'assurance, les impôts et les contraventions. L'Américain moyen dépense 1 600 heures chaque année pour parcourir 10 000 km ; cela représente à peine 6 km/h ». (*Ivan Illitch, « Energie et Equité », 1973 – cité dans Silence, juin 2009*).

Voir aussi ci-après l'article « Antilles françaises. Et maintenant ? »

Théorie du libre échange

« Les économistes étaient dans leur quasi-totalité tellement certains de la supériorité du libre-échange qu'ils ont baptisé **« loi » (des avantages comparatifs)** le raisonnement de l'économiste anglais David Ricardo (1772-1823) sur lequel repose cette certitude. Si bien que durant près d'un siècle et demi, cette loi a quasiment dominé sans partage. Au prix de quelques

complexifications certes, mais sans jamais être remise en cause : le simple fait de remettre en cause son bien-fondé était, pour celui qui s'y risquait, le plus sûr moyen d'être déconsidéré dans la profession, voire- pire encore- de passer pour un idéologue borné. Pourtant, depuis une petite vingtaine d'années (et notamment l'essor de la Chine comme « atelier du monde »), des approches plus nuancées ou carrément critiques à l'égard du libre-échange ont fait leur apparition. » *On lira avec intérêt dans le numéro de juin d'Alternatives Economiques l'intégralité de cet article de **Denis Clerc**, qui conclut ainsi* : « on le voit, si le libre-échange pose aujourd'hui problème, c'est à la fois parce que nous entrons dans un « monde fini » -on ne peut plus guère compter sur la croissance pour combler les emplois qui disparaissent - et que les gains de l'échange ne sont pas équitablement répartis. Cela ne signifie pas forcément que le protectionnisme soit la solution. Mais que des formes d'organisation nouvelles sont à inventer entre nations et au sein de chacune d'elles.

*Dans la même publication, on lira l'article de **Guillaume Duval**, « le (mauvais) bilan de la mondialisation libérale ». Extraits* : « en 1970, importations et exportations ne représentaient en moyenne que 20 % du produit intérieur brut (PIB) des différents pays. En 2007, ce nombre était monté à 51 % en moyenne mondiale, plus que le double. Contrairement à ce que pronostiquaient les tenants de la « mondialisation heureuse », ce processus n'a pas accéléré la croissance des revenus des habitants de la planète, il l'a plutôt ralentie. (...) Ce n'est pas en appliquant la vulgate libérale à la mode depuis trente ans que les pays asiatiques ont réussi leur décollage. Ils lui ont résisté au contraire tout en sachant tirer profit de la libéralisation des échanges. Ils ont su, et pu, protéger leurs marchés et leurs entreprises en appliquant des politiques industrielles volontaristes selon les préceptes mercantilistes les plus traditionnels. (...) Il est plus que temps d'inventer une autre mondialisation.

Thomas Coutrot (membre du conseil scientifique d'Attac), de son côté dénonce la **responsabilité des économistes dans la crise actuelle** : « la crise financière devrait plonger dans le chômage entre 39 et 59 millions de personnes dans le monde en 2008-2009, selon l'Organisation internationale du travail, et causer la mort prématurée de 200 000 à 400 000 nouveau-nés supplémentaires par an, selon la Banque mondiale. Et elle en fait que commencer. Les économistes ont-ils une responsabilité dans cette catastrophe ? La question n'est pas déplacée : quand un pont s'effondre, on examine la responsabilité des ingénieurs qui l'ont construit. Depuis trente ans, les néolibéraux ont légitimé leurs politiques irresponsables en se réclamant de pseudo-« lois de l'économie ». (*Politis, 4 juin*).

[Que reste-t-il de la prétention de ce qu'on appelle la « science économique » à être précisément une science ? Ne devrait-elle pas se limiter à comparer les situations dans l'espace (entre les pays) et dans le temps (analyse historique) ? JPA]

Guillaume Duval apporte quelques réflexions complémentaires au sujet du protectionnisme(le protectionnisme est-il la solution ? *Alternatives économiques, juin*) :

« Les phénomènes de **dumping social** qui affectent négativement la situation de salariés de pays comme la France sont pour une bonne part **internes à l'Union** ; ils ne seraient donc pas réglés par un éventuel protectionnisme européen. L'élargissement de l'Union aux pays de l'Europe centrale et orientale, indispensable politiquement, a en effet considérablement creusé les écarts au sein même de l'Union : le PIB par habitant d'un Luxembourgeois est 20 fois plus élevé que celui d'un Bulgare et le coût de travail d'un Polonais était en moyenne 4,9 fois plus faible que celui d'un Français, soit l'équivalent d'un ouvrier de Hong-Kong ou de Taïwan ».

« Sur le plan des échanges, il faut bien sûr **limiter fortement et rapidement les transports effectués par des moyens très émetteurs de gaz à effet de serre**. Or les carburants utilisés par les bateaux et les avions ne sont pas soumis aux taxes que subissent pratiquement partout les combustibles fossiles. Cela dit, l'essentiel du fret lié à la mondialisation des échanges emprunte actuellement la voie maritime et une taxation croissante du fuel lourd utilisé par les navires ne serait probablement pas de nature à infléchir notablement le volume des marchandises échangées de cette façon. »

« Une taxe carbone aux frontières de l'Europe compenserait les surcoûts subis par les industriels européens du fait des efforts qui leur sont imposés dans la lutte contre le changement climatique [à partir de 2013, les entreprises industrielles et les producteurs d'énergie situés dans l'Union européenne vont progressivement payer le CO2 émis dès la première tonne]. La menace d'une telle taxe peut être utile dans les négociations internationales en vue d'un accord général qui prendrait la suite du protocole de Kyoto après 2012. Mais il faut d'abord espérer que ces négociations aboutissent, ce qui rendrait du même coup cette taxe inopportune ».

Monde

Portrait : Ngozi Okokjo-Iweala. Née au Nigeria, diplômée de l'université Harvard (Etats-Unis), recrutée à la Banque mondiale en 1982, elle est nommée ministre des finances du Nigeria en 2003, et s'attaque à la réduction de la dette de 30 milliards de dollars de son pays. Elle réussit à faire annuler cette dette (le Nigeria remboursera ensuite 12 milliards). Elle est à nouveau appelée à la Banque Mondiale, en 2007, par le président Robert Zoellick, parce qu' elle « a combattu courageusement la corruption et n'oublie jamais les plus démunis qu'elle veut servir, non en les assistant, mais en les rendant autonomes ».

« L'Afrique n'est plus un problème, dit-elle, mais un continent d'opportunités. Elle a connu un taux de croissance de 6 % pendant plusieurs années et se porte mieux. C'est vrai, la crise est là, celle des produits alimentaires, notamment, et moins de 5% de nos terres sont irriguées, contre 40 % en Asie du Sud. Mais il faut cesser de considérer l'Afrique comme un malade ».

Une internationale paysanne. Via Campesina rassemble 300 millions de paysans du sud et du Nord opposés au productivisme. Leur projet tourne autour de la nécessité d'établir définitivement la suprématie de l'idée de souveraineté alimentaire. Un choix qui doit permettre la préservation des secteurs agricoles, qui ne doivent pas être exploités aux dépens des occupants des zones rurales ni de la biodiversité. Ce qui passe notamment par un refus de la privatisation du vivant (semences et espèces animales). (*Politis, n° hors série mai-juin 2009 : « quelles alternatives ? quelles résistances ? »*)

Néocolonialisme : accords léonins sur la pêche. En échange d'une aide financière, l'Union européenne obtient des licences de pêche dans les eaux territoriales du Maroc ou du Sénégal. L'accord avec le Maroc, entré en vigueur le 1^{er} juin 2006 pour quatre ans, autorise 119 bateaux européens (95 espagnols, 14 portugais et 10 français) à racler les fonds marocains en échange de 144 millions d'euros répartis sur la même période. A cela s'ajoute un quota de 60 000 tonnes pour 18 navires de pêche industrielle qui fournissent essentiellement l'aquaculture en farine de poisson. Cette pêche, « néocoloniale » selon certains, s'approprie les ressources halieutiques du Maroc contre quelques subsides, dont l'usage reste à vérifier et sans égard particulier pour l'état des stocks.

Dans un récent rapport l'ONG Action Aid fait un constat similaire à propos du Sénégal, déconseillant à celui-ci de signer un accord avec l'UE. (*JP Génè, Le Monde 2 du 23 mai, qui rend compte d'un film « les Damnés de la mer », de Rhalid Jawad*).

On a pu lire aussi (Le Monde, 20 mai), le témoignage d'Osman M. F. , pêcheur somalien devenu pirate « parce que la mer est vide ». Osman M. F. , emprisonné aux Pays-Bas, sera bientôt jugé à Rotterdam avec ses quatre complices. « Je sais que [la piraterie] est criminelle, mais quand on a faim, pas de travail et qu'il y a une guerre depuis très longtemps dans le pays, alors, tu cours le risque », se justifie-t-il. « Si les compagnies de pêche occidentale n'avaient pas massivement pillé les fonds marins, il ne serait pas devenu pirate », défend son avocat.

[N'est-on pas en train d'assister, en raison de la surpopulation mondiale, à une lutte sauvage pour les ressources alimentaires, où triomphe la loi du plus fort ? Yves Cochet appelle à juste titre à ne pas encourager, en France et dans nos pays occidentaux, la troisième naissance par foyer. JPA]

France

Quatre mois de luttes dans les Universités.

« On ne reviendra pas sur les propos déplacés que le président de la République a tenus en janvier face aux chercheurs, signes de son mépris pour le monde du savoir. En revanche, l'accumulation des provocations qui ont suivi ne pouvaient que mettre le feu aux poudres. Alors que la revalorisation des tâches d'enseignement constitue un enjeu majeur, le projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs faisait de l'enseignement une punition. Les pouvoirs accordés aux présidents d'université sur la carrière et la charge de travail des enseignants heurtaient jusqu'aux plus chauds partisans de la loi d'autonomie des universités, attachés à la collégialité et à l'autonomie de la recherche.

La décision de recruter les enseignants à bac+5 a constitué la seconde provocation. Alors que Xavier Darcos, le ministre de l'Education nationale, affirme vouloir réformer le lycée en donnant plus de place à l'accompagnement des élèves, il imposait une réforme dont l'effet était d'évacuer toute dimension pédagogique dans la formation des enseignants. Officiellement dictée par le souci d'élever le niveau de recrutement, sa finalité évidente était de faire des économies, en mettant directement les enseignants au travail sans avoir à les rémunérer durant leur formation. » (*Philippe Frémeaux, Alternatives économiques, juin*).

La lutte a obligé le ministre à des reculs significatifs. Après seize semaines d'une mobilisation historique –et plus efficace qu'on ne l'a dit – *Politis* (4 juin) établit un récapitulatif de ce qu'ont obtenu les chercheurs et les universitaires. Extraits :

- les promotions, qui devaient être décidées à 100 % par le président d'université, ne le seront plus qu'à parts égales entre le président et le Conseil national des universités, instance composée d'universitaires élus.
- la modulation de service, concernant l'emploi du temps d'un enseignant-chercheur, ne pourra plus s'établir sans l'accord de l'intéressé.
- il n'y aura pas de suppression de postes en 2010 et en 2011.
- contrairement au projet initial, les concours de recrutement en 2010 des professeurs des écoles, des collèges et des lycées se tiendront dans les formes actuelles (mais rien n'est dit sur la forme ni le contenu des concours en 2011).
- L'année de stage, prévue en plein service, sera finalement une année d'alternance entre deux tiers d'enseignement et un tiers du temps en formation (et non de jeunes enseignants jetés dans l'arène sans formation).

Le sait-on ? **Un enseignant-chercheur, à bac + 9, commence à 1 800 € par mois.** (*Télérama, 20 mai*).

Hôpitaux : la rentabilité contre la santé. L'appel de 25 médecins réputés de l'assistance publique contre le projet de loi Bachelot mérite d'être entendu. « Le maître mot n'est plus la santé, mais la rentabilité. La préoccupation centrale n'est plus le malade mais le compte d'exploitation de l'hôpital. Et les premières victimes en seront les patients et les soignants. Cette loi cale l'hôpital sur l'entreprise. Elle donne tous les pouvoirs au directeur de l'hôpital, nommé et révoqué par le directeur de l'Agence régionale de santé, lui-même nommé et révoqué par le conseil des ministres. Ce directeur pourra n'avoir aucune compétence médicale ou en santé. C'est pourtant lui qui arrêtera le projet médical de l'hôpital. Lui aussi qui nommera et révoquera les médecins responsables des structures de soin ... Sur quels critères ?

La pensée marchande dont se prévaut cette loi réduit le qualitatif au quantitatif, le malade au tarif de sa maladie. Dans le même temps, on organise des suppressions massives et injustifiées d'emplois d'infirmières et d'aides-soignants ». (*Le Monde* 2, 25 avril).

Antilles françaises. Sous ce titre, lire un excellent article, très éclairant sur la situation actuelle, signé Jacques Demorgon, dans le n° 764 de la revue « La Révolution Prolétarienne » (*abonnement annuel 23 €, par chèque à l'ordre des Amis de la Révolution Prolétarienne, CCP 8044 64 Y Paris, adressé à Jean Moreau, 26 rue des Rosiers 75 004 Paris*). Extraits :

Lyannaj kont Pwofitasyon.

Lyannaj : lier, relier, allier, et relayer tout ce qui se trouvait désolidarisé.

La « profitation » est légitime si elle résulte du dynamisme que suscite la fameuse « concurrence libre et non faussée ».

La vérité commence à être connue : la concurrence est faussée. Certains ont déjà l'avantage de rentes préalables de situations.

La « Pwofitasyon », routine mutilante pour la multitude, demeure un vrai problème. Elle est une réalité singulièrement fréquente, surtout en Guadeloupe en raison de « la spécificité de son espace-temps relationnel à la métropole ».

Prix abusifs et conduites douteuses autour de l'essence. On y trouve un monopole de fait, celui de la « Société Anonyme de Raffinage des Antilles. C'est le préfet qui fixe un prix de l'essence qui, depuis 2004, dépasse celui de la métropole.

Politique d'attentisme et d'allers-retours. Yves Jégo déclare que « le système de fixation du prix des carburants est complètement faussé », et s'interroge sur « une transparence qui n'est pas au rendez-vous, sur cet enrichissement sans cause des compagnies pétrolières », évoquant même la possibilité d'une « action judiciaire de l'Etat. Mais il est convoqué d'urgence à Paris... »

Prix abusifs et conduites douteuses autour de l'alimentation. Cascade d'intermédiaires. Prix sensiblement plus élevés en Guadeloupe qu'en métropole. Dans la grande distribution, Bernard Hayot contrôle 43 % des surfaces de vente en Martinique alors qu'un seul acteur ne peut en posséder plus de 25 %. Une plainte à ce sujet traîne depuis deux ans au tribunal administratif.

Les racines profondes

Les Békés, les autres et les autres... Venus en Guadeloupe dès 1635, les Békés ont au cours des siècles, grâce aussi à un monogénisme blanc, fini par se constituer en aristocratie possédante que la durée légitime.

Ces descendants d'aventuriers, de cadets de famille désargentés, ou même de relégués de justice, ont même été payés pour libérer leurs esclaves, en 1848. L'esclavage a disparu, mais ils sont restés les maîtres de pères en fils.

Le racisme bafoue histoire, mémoire, identité. Mai 67, moment tragique de la présence française aux Antilles. Sept morts seront déclarés, mais il n'y a pas eu d'enquête officielle. **Les enquêtes officielles, comme celle de J.-P. Sainton, tournent autour de 89 morts.** Peu soucieux de faire connaître la vérité, **les pouvoirs publics français ne lèvent toujours pas le « secret-défense » jusqu'en 2017.**

Désastre de l'entreprise coloniale des nations marchandes industrielles... Autre exemple, encore largement occulté : en Algérie, le 8 mai 1945, date de la victoire sur le nazisme, des manifestations festives et pacifiques ont lieu. A Sétif et à Guelma, des drapeaux algériens se mêlent aux drapeaux des Alliés. La police ouvre alors le feu, entraînant révolte et répression d'une sauvagerie inimaginable, cela sur plus de deux mois. Automitrailleuses, incendies de personnes vivantes, font au moins 40 000 morts pour le Consul américain, et plus de 80 000 pour les Oulémas. Sur cet abîme d'inhumanité, l'Algérie indépendante émergera 17 ans plus tard après combien d'autres horreurs.

On peut raconter la même histoire concernant l'Indochine ou Madagascar. Dans les trois cas, les responsables et leurs populations ont été, un moment, tentés de rejoindre la grande nation.

La forme sociétale de la nation aura duré bien moins que les royaumes et les empires. Elle va être dépassée par l'histoire. Pour quatre raisons. Elle n'a pas installé une véritable démocratie intérieure. Elle n'a pas été en mesure d'éviter les horreurs extrêmes des deux guerres mondiales et des génocides qui les ont accompagnées ou suivies. Elle n'a pas mis fin aux empires d'hier. Et surtout, elle n'a pas été en mesure, en dépassant le colonialisme, de s'inventer autre en inventant une régionalisation du monde, unique et originale. Elle y trébuche aujourd'hui encore avec les Antilles, la Guyane, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie...

Et maintenant ? Engageons une dynamique inventive « France-Antilles ».

Deux points sont incontournables : **l'indépendance énergétique** (la Réunion montre ici l'exemple ; les Antilles et la Guyane sont particulièrement bien dotées : énergie solaire, éolienne, houle océanique) ; la recherche d'une **plus grande auto-suffisance alimentaire** (substituer la production locale –riz, poulet, porc– aux importations, développer de nouvelles ressources alimentaires).

L'urgence sociale peut être financée. *Politis* (14 juin) recense cinq moyens :

- **niches fiscales : 70 milliards d'euros.** « Les mille premiers bénéficiaires, par ordre décroissant, des niches fiscales, sont des contribuables qui, par le truchement des investissements outre-mer, réussissent à faire baisser de plus de moitié leur impôt sur le revenu et obtiennent **une réduction moyenne de 300 000 €.** » (*Charles de Courson, député UMP*). En 2004, le ministre de l'économie Nicolas Sarkozy avait déclaré la guerre à ces avantages fiscaux, mais cette promesse est bien sûr restée depuis sans suite...

- **exonération de cotisations patronales : 30 milliards d'euros.** Pour la commission des finances, il y a là un « empilement coûteux de dispositifs dont l'efficacité sur l'emploi reste à démontrer ».

- **bouclier fiscal : 8 milliards d'euros.** Le bouclier fiscal profite massivement aux titulaires des plus hauts revenus. Selon le Syndicat national unifié des impôts, 18 000 personnes soumises à l'impôt sur la fortune percevraient 564 millions d'euros de remboursement, dont un millier qui se partagerait 250 millions ! En comparaison, les mesures annoncées à l'issue du « sommet social », en février, représenteraient un coût global de 2,6 milliards ...

- **dividendes : 35,5 milliards d'euros.** Les entreprises du CAC 40 se préparent à verser 35,5 milliards d'euros de dividendes en 2009 (43 milliards en 2008), selon *Les Echos*. Le taux de distribution calculé par rapport au résultat net des entreprises concernées passerait de 44 % à environ 60 % . Il faut remonter à 1987 pour atteindre ce niveau !

- **impôt européen : 18 milliards d'euros.** L'ensemble de la fraude fiscale représentait entre 36 et 45 milliards d'euros en 2007. L'évasion et la fraude fiscale affaiblissent sensiblement l'imposition des bénéfices des sociétés. L'économiste Pierre Larrouturnou propose un impôt sur les bénéfices des sociétés, ainsi qu'une écotaxe et une taxe Tobin pour limiter la spéculation sur les transactions monétaires.

Pour Robert Castel, « il faut repenser les solidarités ». « Avec un chômage important, une précarité du travail de plus en plus grande, compte tenu aussi de l'allongement de la durée de la vie, **il serait irréaliste de vouloir maintenir la quasi-intégralité du financement de la protection sociale sur la base des cotisations patronales et salariales issues du travail.** Si on s'acharnait dans cette direction, cela risquerait de faire craquer le système. Avoir recours à l'**impôt**, au moins en partie, est sans doute la solution à laquelle il faut se résigner pour garder notre système actuel de droits. Cette tendance a déjà été amorcée depuis 1990 sous le gouvernement Rocard avec la Contribution sociale généralisée ; la CSG finance actuellement une part très importante du versant santé-maladie de la Sécurité sociale. Grâce à elle, notre système a pu être préservé. » (*Télérama*, 6 mai).

Louis Maurin , directeur de l'Observatoire des inégalités, va dans le même sens. « Face à la crise, partager devient nécessaire. Il faut augmenter l'impôt sur le revenu ».

« Selon la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la contribution commune doit être *« répartie entre les citoyens en fonction de leurs facultés »*. C'est l'impôt sur le revenu, dont le taux augmente avec le niveau de vie, qui tient le mieux compte de ces facultés ». (*Le Monde* 16 avril).

Chasse au gâchis. « Par conviction autant que par nécessité- elle gagne 1200 € nets par mois-, Monique , 55 ans, auxiliaire de puériculture, a toujours pratiqué la chasse au gâchis. Ses fringues, les meubles qu'elle a chez elle, que de la récup. Elle fait les fins de marché, prend son pain dans les poubelles des Monoprix. Au total, elle consacre 90 € à l'alimentation. (*Le Monde* 2, 11 avril).

Face à la crise, les Français consomment différemment. Le secteur de la distribution a connu un premier trimestre difficile, enregistrant une baisse globale des ventes. « Au lieu de manger des céréales sophistiquées le matin, on achète une baguette de pain », observe Robert Rochefort (Crédoc), pour qui les Français jugent cette crise injuste et refusent qu'elle enrichisse les grands groupes de distribution cotés au CAC 40. Cela les incite à « consommer maigre » et à **éviter les hypermarchés**, « temples de la consommation », leur préférant les épiceries ou les marchés de quartier. Cette crise pourrait même signer la « fin de l'ère de l'hyperconsommation », dominante depuis les années 1970. (*Le Monde* , 25 avril).

10 % à 20 % de la population sont engagés dans des modes de consommation durable depuis quelques années déjà, plus ou moins radicalement. Les *freegans* [on devrait plutôt dire « **glaneurs** »] qui remplissent leurs réfrigérateurs à partir des poubelles de nos supermarchés pour dénoncer le gaspillage, ou encore le mouvement The compact, qui propose d'arrêter d'acheter des produits neufs pendant un an. De plus en plus populaires, les « locavores » américains ne consomment que local. Dans la même famille, les Amap, ces « paniers paysans » qui mettent en contact direct consommateurs et agriculteurs et défendent une agriculture paysanne, de saison et écologiquement saine, rencontrent un succès croissant. (*Télérama*, 6 mai).

Délit de solidarité. On le sait, le gouvernement a fixé des objectifs chiffrés pour les expulsions d'étrangers. Des réseaux de solidarité se sont créés pour dénoncer cette chasse à l'homme.

Le gouvernement a alors édicté une règle : « toute personne qui aura , par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger en France sera puni d'un emprisonnement de cinq ans (!) et d'une amende de 30 000 € (!) » (article L622) .

Et maintenant il fixe des objectifs : **interpeller 5 000 aidants en 2009, 5 500 en 2011 !**

A l'appel d'un collectif constitué de Emmaüs, Cimade, Gisti, Secours catholique, Ligue des droits de l'homme, Mrap, ATD Quart-Monde, Syndicat de la magistrature, ..., des rassemblements ont eu lieu dans toute la France le 8 avril 2009, regroupant selon la police plus de 8 000 personnes : « si la solidarité devient un délit, nous demandons à être poursuivis pour ce délit ». (*Silence*, juin)

Copinage. Jackpot pour Johnny !

Pour le traditionnel concert du 14 juillet, Nicolas Sarkozy a choisi d'offrir aux Français un spectacle gratuit de Johnny Hallyday. Jusque-là, rien d'anormal. Surtout lorsqu'on sait que les deux hommes entretiennent une amitié de longue date. Sauf que cette récréation coûtera **1 million d'euros** à l'État français et que la moitié de cette somme est destinée à la rémunération du chanteur. **Johnny Hallyday devrait ainsi toucher 500.000 euros.** (soit 32 797 850 francs ou 32,8 millions de francs ou 3,28 milliards de centimes !) **soit 41,66 années de salaire d'ouvrier de Continental ou de Sony pour 3h de spectacle ! ...**

Un comble qu'il reçoive cet argent français alors qu'il a choisi de s'exiler en Suisse pour payer moins d'impôts! "Je suis d'accord de payer des impôts, mais il y a une limite", déclarait-il il y a peu. Deux ans après le concert exceptionnel de Michel Polnareff qui avait réuni un million de spectateurs sous la tour Eiffel le soir du 14 juillet, Johnny, d'origine belge et vivant en Suisse, fêtera la Fête nationale française !
© Reporters

Hauts-de-Seine. Dans les Hauts-de-Seine comme ailleurs, le préfet doit faire ses chiffres. Pour expulser, il accentue interpellations et arrestations de ceux qu'il soupçonne sans papiers. Pour beaucoup d'hommes, de femmes, de jeunes majeurs en attente de régularisation, parfois depuis des années, c'est la peur au quotidien, l'impossibilité de bâtir une vie en paix, de faire des projets. Souvent, c'est une arrestation qui les fait connaître : raflés dans les gares, sur les lieux de travail, arrêtés à la préfecture, ces parents venus vivre ici, parfois depuis des années, travaillant et élevant leurs enfants, ces jeunes majeurs scolarisés vivent des drames insupportables. La mobilisation autour d'eux ouvre des espoirs pour d'autres. Avec les parents d'élèves, les enseignants, les collègues de travail, avec le soutien d'élus engagés, le **Réseau Education sans frontières** (RESF) mène de vraies batailles, qui ont permis de **gagner** les fameux papiers.

Rejoindre Resf 92 : <http://www.educationsansfrontieres.org>

Permanences : Clichy : resf.clichy92@laposte.net 06 45 19 28 66

Malakoff/ Vanves/ Montrouge 06 79 39 55 84 (le mercredi de 17 H30 à 19 h 26 rue Victor Hugo à Malakoff)

Malakoff : une mobilisation qui a permis d'éviter une expulsion.

Samir* [prénom modifié pour préserver l'anonymat] , Algérien, est arrivé en France en 2000. Il y rejoignait sa soeur et de nombreux cousins, et espérait ainsi échapper aux difficultés de vivre en Algérie lorsque l'on est homosexuel. En couple avec Bertrand* depuis 3 ans, ils ont formé leur projet de vie et notamment se pacser. Samir attendait de pouvoir s'appuyer sur ses 10 ans de présence pour entamer une procédure de régularisation qui soit recevable. Tout était donc en route pour que Samir puisse enfin se poser dans la vie. Mais il a été arrêté le 14 mai à Malakoff (92) où il réside, et il a été sur le point d'être expulsé en Algérie, pays où la législation condamne l'homosexualité et où la pression sociale homophobe est cause de nombreuses agressions.

Grâce à la mobilisation de la LDH, qui a constitué rapidement un comité de soutien, et aux interventions de Mme Margaté, conseiller général et maire de Malakoff, et de Mme Marie-Hélène Amiable, députée, « Samir » a été libéré le 29 mai.

Montrouge

Le soutien pour **Mohamed Allouche** (cf CMM mai) se poursuit chaque vendredi par un rassemblement à 18 H30 au kiosque de la mairie.

<http://www.mohamed-doit-revenir.com/>

On s'bouge **Festival de plein air à Montrouge** **Samedi 27 juin 2009 de 12 h à 21 heures**
à la Gare Expérimentale **47 boulevard Romain Rolland (Montrouge)**

12 h-14 h pique-nique

14h à 21 h festival de plein air : Concerts ; Spectacles vivants ; Expositions ; Animation pour enfants ; Projections.

A la rencontre d'associations : **AMAP de Montrouge ; ATTAC Montrouge ; FCPE Montrouge ; La Gare Expérimentale ; La ville est à nous (Montbougé) ; Bouga Boss ; Les Yeux Fertiles ; LDH Montrouge Bagneux Malakoff ; MonMontrouge ; Particip'actif ; RESF Malakoff Montrouge Vanves.**

Pour plus de détails, le flyer est en page d'accueil de www.montbougé.info

Contact: Franck 06 21 76 49 98 redaction@montbougé.info

Courrier des lecteurs

JCM : Il faut avoir l'optimisme chevillé au corps pour crier victoire !

1- Je note une poussée globale du populisme et des euro-septiques au niveau européen en général.

2- Berlusconi n'a pas fait les 40% qu'il voulait, mais il reste encore plus d'un italien sur 3 qui n'a pas honte du personnage. Comme Hitler est un jour sorti des urnes, un Néron serait entièrement compatible avec des élections libres

3- Un abaissement général des sociaux démocrates et la poursuite de la droitisation, alors que la crise devrait produire exactement l'inverse. Ce qui prouve l'usure dramatique du discours traditionnel de gauche.

4- Le modém n'est pas "de gauche", donc l'équilibre est encore aux alentours de 50/50 (ton tableau est trompeur)

5- Ce n'est pas cette claque qui va réveiller le PS et lui faire rebrousser chemin sur la voie d'une marginalisation sur le modèle du PC auquel il emboîte le pas

6- 80% d'abstention chez les jeunes montre que la conscience politique est en train de se perdre. D'ailleurs le FN fait son meilleur score du côté des plus jeunes, ce qui montre que la paix civile peut un jour prochain être mise en danger

7- La poussée verte est une bonne chose, mais il serait hardi d'extrapoler les chiffres à la population générale : ce sont les mêmes qui sont soucieux de l'environnement et qui se préoccupent de ce qui se passe à Bruxelles en allant voter : en gros la population éduquée des villes.

Ce qui se prépare en Angleterre est véritablement catastrophique.

Je ne m'explique pas **pourquoi la gauche s'utilise plus rapidement au pouvoir que la droite ?**

Le bilan de T. Blair n'était pas si mauvais (en particulier avec la paix en Irlande). Les histoires de notes de frais touchent autant les conservateurs que les travaillistes.

Est-ce parce que dans l'inconscient collectif il est "naturel" que le pouvoir soit à droite (le pouvoir est l'affaire des puissants, c'est une tautologie) et que l'apolitisme soit naturellement de droite, ainsi la progression du "tous pourris", qui positive l'apolitisme, favorise une droitisation générale.

En conséquence **les dirigeants de gauche seraient tenus à une impossible perfection** (comme d'avoir prévu la crise), tandis que les dirigeants de droite auraient tout intérêt à discréditer la classe politique. Ainsi l'homme politique contemporain qui a du génie serait Berlusconi.

D C : M. X, cette fois-ci, me semble manquer un peu de radicalité et de précision, ce qui ne lui ressemble pas :

- les institutions européennes sont certes un peu compliquées, mais pas tellement plus que celles des Etats membres. Ça n'empêche pas les citoyens de l'Union de s'intéresser de plus près à celles-ci qu'à celles-là. La complexité alléguée des institutions n'est donc pas, AMHA, une bonne explication de l'abstention massive.

- Les électeurs, toujours AMHA, se fichent bien du sort de M. Barroso. Ce sont les médias et les politiques qui ont monté ce sujet en épingle. De toi à moi, penses-tu vraiment qu'il y aurait des changements palpables (pour les citoyens) des politiques européennes si quelqu'un d'autre était président de la Commission ?

- Le passage en force du traité de Lisbonne ne "confine" pas au déni de démocratie ; M. X doit appeler un chat un chat. Ici, c'est explicitement de rejet de la souveraineté populaire qu'il (ou elle) doit parler pour qualifier ce qu'a voté le Parlement européen l'an dernier après le "No" irlandais et, auparavant, le Parlement français qui avait adopté le traité de Lisbonne copie conforme du TCE rejeté par les Français 3,5 ans auparavant. C'est ce qui me semble la raison principale de l'abstention, incommensurablement plus que la complexité des institutions ou les rivalités autour des postes à la Commission ou ailleurs.

- Je ne suis pas d'accord avec M.X : la ligne de partage la plus pertinente, ici, est la position par rapport aux traités et aux politiques européennes (en excluant évidemment l'extrême droite et les faux-nez du genre N. Dupont-Aignan). Ainsi, il me semble peu judicieux, par exemple, de mêler le PS et le NPA dans un groupement appelé "Gauche", ou d'exclure le Modem de celui appelé "Droite".

- Il eût été bien de citer D. Cohn Bendit comme exemple (pour moi emblématique) des "écologistes non anti-libéraux inconséquents", justement stigmatisés par M. X.

JCM : Voici une réaction à ton interview de Monsieur X [du numéro 65], sous forme d'un pastiche : l'interview de Monsieur "S", dont on peut deviner qu'il est Superman en personne, mais on ne sait pas qui c'est ...

M. S : « refonder la contestation »

Dans le plus grand secret, Citoyen du Monde à Montrouge (CMM) a pu rencontrer M. « S », qui lui a accordé une interview. M. « S » est dissimulé sous une grande cape bleue, et derrière un loup noir. Un appareil permet de modifier sa voix. Impossible donc de savoir qui se cache sous ce nom, mais à sa carrure on voit bien que ce n'est pas une femme...

CMM : la colère provoquée par la politique menée par la droite depuis sept ans, et aggravée par ce Président qui favorise toujours plus les plus riches, devrait ouvrir un boulevard à la gauche. Or ce n'est pas ce qu'on observe...

M. S : Oui, nous vivons une période très troublée mais pas aussi paradoxale qu'il y paraît, en effet la « trahison des clercs » et la passivité des masses ne sont pas des phénomènes récents.

Les Français disent aspirer à plus d'égalité, mais ce sentiment est complexe : les Français ont toujours eu horreur des privilèges qui leur sont inaccessibles, mais pas des privilèges en tant que tels. D'ailleurs la paix sociale tient souvent à la conviction pour chacun d'avoir un petit privilège dont ne dispose pas son voisin. Ce qui est bien nouveau par contre est la prise de conscience que l'histoire s'est retournée brutalement et que demain ne sera pas meilleur qu'aujourd'hui, mais pire. Chacun peut en faire le constat. Rien qu'en France : Les entreprises de l'industrie et des services détruisent un nombre record d'emplois (141 000 en 2008, et probablement 387 000 au cours du premier semestre 2009). On compte 243 300 chômeurs de plus sur le premier trimestre 2009. Le chômage des jeunes explose, il avait déjà dépassé 21 % chez les 15-24 ans à la fin 2008. Le progrès ne fait plus rêver et est perçu comme menaçant (Tchernobyl, sang contaminé, amiante, vache folle, épidémies virales, terrorisme, déferlement des miséreux du monde, délocalisation, dérèglement climatique ...). L'aspiration dominante n'est pas l'égalité mais la sécurité.

Dans ces conditions les élites intellectuelles sont discréditées («non » à l'Union Européenne) et un boulevard s'est ouvert pour le populisme primaire : Le Pen au second tour, ré-élection de Berlusconi, triomphe de notre imitateur de Superman...

Il n'est pas surprenant, qu'il n'y ait pas de courant massif en faveur de la gauche, dont les slogans (lutte des classes ou aménagement du libéralisme) sont en complet décalage avec les préoccupations sécuritaires du moment. Alors que notre Superman de poche surfe sur le tsunami : Gouverner c'est imprévoir pour sur-réagir à chaud afin de saturer les canaux médiatiques. Plus ça va mal, plus il rassure.

La crise montre à l'évidence que le néo-libéralisme, dont la simplicité du dogme a fait le succès, est sans pareil pour organiser la société (il met chacun à sa place pour promouvoir un petit nombre de profiteurs). Il satisfait donc les tenants de l'ordre et fournit même des justifications pseudo-scientifiques aux plus dénués de scrupules (le « darwinisme » social). Prôner la **liberté** est immédiatement compris, alors qu'il faut du recul pour se rendre compte qu'une liberté sans frein ne peut que creuser des inégalités monstrueuses et du temps pour inventorier les crimes du renard en liberté dans le poulailler.

L'autre dogme, qui met l'**égalité** devant la liberté, s'est effondré avec le mur de Berlin. Mais il est aussi faux de croire que la privation de liberté conduit à plus d'égalité, qu'il est faux de croire que faire l'impasse sur l'égalité favorise la liberté. D'ailleurs on peut très bien n'avoir ni l'un ni l'autre, il suffit de regarder la Chine, où triomphe le capitalisme le plus brutal avec l'absence totale de libertés publiques.

Balancer entre la liberté et l'égalité est, pour finir, faire un mauvais sort à la **fraternité**. Or celle-ci est plus que jamais nécessaire, sous sa forme banale (le bonheur des peuples est plus directement en rapport avec son degré de solidarité qu'avec son PIB) mais surtout sous la forme d'actions concertées collectives et solidaires, seule réponse efficace à des périls désormais globaux. L'effet le plus visible du néo-libéralisme triomphant est l'exacerbation de frustrations monstrueuses qui ne pourront au final que se résoudre par la guerre. Mais ce n'est rien à côté de la catastrophe qui se prépare, suite à l'épuisement des ressources naturelles et au saccage de l'écosystème support de la vie. Non seulement le système actuel ne lutte pas contre cet engrenage funeste (par son incapacité à organiser des actions concertées) mais il l'accélère en détournant toutes les énergies vers les luttes aveuglantes de chacun contre tous.

Une refondation de la contestation est plus qu'urgente, non pour en renouveler les thèmes (bien connus) mais pour en hiérarchiser les priorités dans un but d'efficacité. En effet, ...Ah ! Excusez-moi, une urgence ! Je vous quitte... Monsieur « S » a disparu (sauver le Monde n'est pas une sinécure).

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.